

PRIX DU LAIT

Face à la provocation

Le prix du lait imposé aux producteurs par les entreprises a enclenché la réaction syndicale. Première étape, une journée nationale d'action lancée par la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs pour rappeler le gouvernement à ses responsabilités.

Après avoir refusé toute discussion sur le prix du lait, tant au niveau régional que national, les entreprises laitières françaises semblent pourtant s'être largement coordonnées et imposent aux éleveurs une baisse de prix sans précédent. Celle-ci sera comprise entre -90 et -105 euros pour 1000 litres de lait soit -30%.

Inadmissible pour la FNPL

Le prix du lait des livraisons du mois d'avril dans le Grand-Est avoisinera donc les 220 euros pour 1000 litres, un niveau très largement en dessous des coûts de production des éleveurs, un niveau jamais atteint par le passé, y compris en 2006, année où le prix du lait a atteint un niveau historiquement bas. Pourtant, si l'on compare la situation actuelle avec celle de 2006, on constate :

- une baisse des cours de la poudre et du beurre (moins de 30% du débouché du lait français) de 20% pour la poudre et de



En Moselle, les éleveurs s'étaient déplacés à la préfecture avec une vache, Harmonie. Faute de pouvoir la faire traire par le préfet aux aurores, c'est le contenu d'un tank qui finira sur les pavés.

6% pour le beurre

- une hausse du prix des produits de grande consommation écoulés en France (50% du débouché du lait français) de 6% à 10% selon les marques

- une hausse des charges des éleveurs de 25%.

Pour la FNPL, les transformateurs profitent donc très clairement de la situation et semblent ne plus se rendre compte de la réalité de l'élevage laitier en prenant les producteurs comme une simple variable d'ajustement de leurs bénéfices.

L'Etat responsable

Si les entreprises apparaissent comme les principaux interlocuteurs des éleveurs laitiers dans cette nouvelle étape du conflit sur le prix du lait qui est engagé depuis le printemps 2008, les syndicalistes de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs dénoncent également la responsabilité des pouvoirs publics. Trois raisons majeures sont évoquées. Le démantèlement des outils communautaires de gestion des marchés lors des négociations du bilan de santé de la PAC sous la présidence française, le blocage des discussions interprofessionnelles suite à l'intervention de la DGCCRF en 2008 et enfin les effets de la Loi de Modernisation Economique qui continue de laisser la main à la Grande Distribution au détriment des producteurs et des consommateurs.

«Tous les avertissements que nous avons lancés sur les effets de ces mesures n'ont pas été entendus. Malheureusement nos prévisions se réalisent» explique Jean-Marc Brème, le président de la FDSEA.

C'est pourquoi, l'action commune lancée par la FNSEA, la FNPL et les Jeunes Agriculteurs le 19 mai 2009, avait pour objet de rappeler la détermination des producteurs aux représentants de l'Etat.

A. BRANGE

LA RÉPONSE DES MINISTRES

Une médiation

La mobilisation des producteurs de lait aux quatre coins de la France n'aura pas tardé à trouver un premier écho auprès des pouvoirs publics. Dans un communiqué commun, Michel Barnier et Luc Chatel lancent des pistes de travail

Quelques heures à peine après le début de la journée nationale de mobilisation de la FNSEA, des Jeunes Agriculteurs et de la FNPL, le gouvernement, interpellé par les éleveurs laitiers a donné un premier signe de réaction. Dans un communiqué commun, ce sont le ministre de l'Agriculture de Michel Barnier et le secrétariat d'Etat à la Consommation de Luc Chatel, qui tentent de donner conjointement des éléments pour débloquer «une situation de forte tension entre producteurs et entreprises au moment de la discussion des prix du lait pour le second trimestre 2009».

Cette situation difficile n'est pas uniquement française et résulte de surplus sur le marché européen et mondial. Michel Barnier demande «une réponse européenne adaptée». Il prendra l'initiative d'un débat au sein du Conseil des ministres de l'Agriculture européens qui se réunira le 25 mai.

Renouer les fils

Mais sans attendre une décision européenne et face au constat des

difficultés de l'interprofession, Michel Barnier et Luc Chatel, lancent une mission de médiation entre producteurs, coopératives et industriels.

Philippe de Guénin, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de Loire, et Monsieur Pierre Lepetit, Inspecteur général des finances, sont chargés par les deux ministres de cette médiation dont l'objectif est :

- de renouer les fils du dialogue interprofessionnel,
- de mettre en place les conditions d'une négociation dans les régions permettant de déboucher sur l'élaboration et la diffusion d'éléments entrant dans la composition du prix du lait pour le 2^e trimestre,
- de rechercher autant que possible une mise en perspective dans la durée des discussions de façon à apporter à l'ensemble des parties prenantes une relative visibilité.

Les précisions des termes et la présence du ministère des Finances dans la négociation encadrent dès le départ, les possibilités techniques et politiques des médiateurs.

Réaction de la FNPL : ce n'est qu'une première étape !

Suite à la très forte mobilisation des producteurs de lait, à l'appel de la FNPL, de la FNSEA et des JA, le ministre de l'Agriculture et le secrétaire d'Etat à la consommation, ont nommé une mission de médiation «entre producteurs, coopératives et industriels», afin de «renouer les fils du dialogue interprofessionnel».

La FNPL restera particulièrement vigilante à la résolution des difficultés extrêmes qui touchent aujourd'hui les éleveurs.

- Ils doivent retrouver dès maintenant des perspectives beaucoup plus favorables d'évolution du prix du lait, en replaçant l'interprofession nationale au cœur des débats.
- Ils doivent obtenir des réponses sur les accompagnements financiers indispensables à la survie de leurs exploitations.
- Ils attendent enfin un message fort des pouvoirs publics français à Bruxelles sur la nécessaire régulation du secteur.

L'importance des réactions des éleveurs de ces derniers jours montre leur détermination face à la crise. Ils restent prêts à réagir dès les prochains jours s'ils n'ont pas de signaux clairs de la part des entreprises et des Pouvoirs Publics.

Une valse à quatre temps

Pour répondre au mot d'ordre national, et face à des ensilage qui débutent sur les chapeaux de roue, la Moselle avait choisi de ne pas procéder à une mobilisation massive de producteurs mais à une demande d'audience auprès du Préfet. La rencontre entre les représentants de la FDSEA et des Jeunes Agriculteurs de Moselle avec le Préfet aura pris la tournure d'un feuilleton à rebondissements.

Premier temps, la demande d'audience est acceptée comme à l'accoutumée. Deuxième temps, le 18 mai en milieu d'après-midi. Le Préfet n'est plus disponible à 8 heures. Les producteurs ne se démontent pas. «Nous allons nous adapter à son emploi du temps» explique le secrétaire général de la FDSEA, Gilles Becker. Rendez-vous est donc donné par les syndicalistes à l'heure du laitier.

Troisième temps, en compagnie d'Harmonie, une splendide vache laitière Prim'Holstein, la dizaine de représentants syndicaux est présente ce mardi 19 mai à 6 heures du matin pour un réveil tonnant de la Préfecture. Les pétards de gros calibres ont dû faire sursauter plus d'un habitant du quartier, mais à priori pas le Préfet, annoncé absent. Les portes de la Préfecture restent closes. Au bout d'une heure, la colère ne tarde pas à faire bouillir le sang du président de la FDSEA. Le signal du départ est donné et les médias sont prévenus que la réaction sera à la hauteur du mépris affiché.

Quatrième temps, miraculeusement, en une demi-heure tout se dénoue. Le Préfet de retour est disponible. Il s'emploie à rattraper un défaut de communication manifeste. Les agriculteurs qui n'avaient pas eu le temps de quitter Metz sont de retour en Préfecture. Le matin, ils étaient accompagnés par la vache, à 10 heures c'est avec un tracteur, une tonne à lisier et du lait qu'ils viennent au rendez-vous, déterminés à marquer leur mécontentement.

La délégation menée par Jean-Marc Brème, le président de la FDSEA et Julien Rechenmann, vice-président des Jeunes Agriculteurs, a pu mener le travail d'explication auprès du Préfet. Le représentant de l'Etat s'est engagé à faire passer le message au ministre et au président de la République. La réunion s'est close sur l'annonce de la médiation lancée par le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier.

La qualité des échanges n'exclut cependant pas la fermeté et la détermination. Un tonneau de 5.000 litres de lait avait été rapatrié à la Préfecture pour démontrer la réactivité et l'irritation des éleveurs laitiers. La vanne a donc été ouverte. Le symbole est fort. Le lait ne vaut plus rien, autant le jeter au caniveau. «L'agriculture tient sur des valeurs morales» explique le président de la FDSEA «mais face à la marginalisation sociale d'agriculteurs débordés par leur travail, sans retour économique, il ne faut pas s'étonner».

A votre service depuis plus de 150 ans

WALTEFAUGLE
Bâtiments Agricoles
[standards ou sur mesure]
Industriels - Artisanaux

A votre écoute pour tous vos projets

BP32 - 70184 Dampierre-sur-Salon CEDEX
Tél. 03 84 67 07 07 - Fax 03 84 67 08 17
Site : www.waltefaugle.com